



**PRÉFET
D'ILLE-
ET-VILAINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE N° 43459-1
portant modification du récépissé de bénéfice de l'antériorité du 4 octobre 2016 autorisant la
société OLGA à exploiter une installation de production d'électricité à partir de l'énergie
mécanique du vent sur le territoire de la commune de Châteaubourg**

**Le préfet de la région Bretagne
préfet d'Ille-et-Vilaine**

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 181-14, R. 181-45 et R. 181-46 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret du 22 septembre 2023 nommant M. Pierre LARREY, secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, sous-préfet de Rennes ;

Vu le décret du 19 novembre 2025 nommant M. Franck ROBINE, préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

VU l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif à la remise en état et à la constitution des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent ;

VU l'arrêté ministériel du 23 avril 2018 relatif à la réalisation du balisage des obstacles à la navigation aérienne ;

VU l'arrêté préfectoral du 16 janvier 2026 portant délégation de signature à M. Pierre LARREY, secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, sous-préfet de Rennes ;

VU la déclaration d'antériorité du 3 mai 2012 actée par récépissé n°43459 du 4 octobre 2016 ;

VU le suivi environnemental 2024 transmis le 12 septembre 2025 par la société OLGA ;

VU la déclaration de changement de dénomination sociale transmise le 14 avril 2022 ;

VU l'avis émis par la direction des territoires et de la mer en date du 17 octobre 2025 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 12 janvier 2026 ;

VU le courrier recommandé n°88000126680045O en date du 29 janvier 2026 par lequel l'exploitant a été invité à présenter ses observations sur le projet d'arrêté ;

VU l'absence d'observations de l'exploitant sur le projet d'arrêté ;

CONSIDÉRANT que l'activité est autorisée au titre de l'antériorité des activités ;

CONSIDÉRANT la nécessité de mettre à jour les prescriptions ;

CONSIDÉRANT l'absence de communication des suivis antérieurs ainsi que de l'étude d'impact initiale ;

CONSIDÉRANT la présence d'espèces protégées sur le site, dont la Noctule commune qui est classée comme vulnérable sur la liste rouge ;

CONSIDÉRANT que l'estimation de la mortalité des chiroptères a pu être sous-estimée compte-tenu des méthodes de calculs employés ;

CONSIDÉRANT que l'article L. 411-1 du code de l'environnement interdit la destruction des individus et la destruction, altération ou dégradation des habitats des espèces de faune et de flore sauvage dont les listes sont fixées par arrêté ministériel notamment ceux visés au présent arrêté ;

CONSIDÉRANT que les articles L. 181-14 et R. 181-45 du code de l'environnement permettent de fixer des prescriptions complémentaires nécessaires au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées ;

CONSIDÉRANT que des prescriptions complémentaires sont nécessaires pour la prévention des dangers ou inconvénients pour la protection de la nature et de l'environnement qui figure parmi les intérêts énumérés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la mesure de bridage préventif envisagée couvrirait plus de 90 % de l'activité enregistrée et jusqu'à 97 % au mois d'août ;

CONSIDÉRANT que ce pourcentage de couverture semble suffisant au regard de l'activité modérée des chiroptères sur le site ;

CONSIDÉRANT que l'activité chiroptérique est réputée très fluctuante d'une année sur l'autre ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu d'acter de ces mesures au moyen de prescriptions complémentaires ;

CONSIDÉRANT que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32 du code de l'environnement, ni la sollicitation de l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine ;

ARRÊTE :

TITRE 1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1.1 : Objet de l'arrêté

Les dispositions du présent arrêté tiennent lieu d'autorisation d'exploiter au titre de l'article L. 181-1-2° du code de l'environnement. Le présent arrêté porte autorisation pour l'exploitation du parc éolien.

Les prescriptions ci-après se substituent à celles du récépissé actant de l'antériorité du 4 octobre 2016.

Article 1.2 : Bénéficiaire de l'autorisation environnementale

La société OLGA (SIRET n° 70920030700029), dont le siège social est situé 2 rue Julien Neveu 35530 Noyal-sur-Vilaine, est bénéficiaire de l'autorisation environnementale définie à l'article 1.1.

Article 1.3 : Liste des installations concernées par l'autorisation environnementale

Les installations concernées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Installation	Coordonnées Lambert RGF 93		Commune	Parcelles cadastrales (section et n°)
	X	Y		
Aérogénérateur n°1	371155	6786614	Châteaubourg	ZA205
Poste de livraison	371128	6786603	Châteaubourg	ZA205

TITRE 2 – DISPOSITIONS PARTICULIÈRES RELATIVES À L'AUTORISATION D'EXPLOITER AU TITRE DE L'ARTICLE L.181-1-2° DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT

Article 2.1 : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Rubrique	Désignation des installations	Caractéristiques	Régime
2980-1	Installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs, comprenant au moins un aérogénérateur dont le mât a une hauteur supérieure ou égale à 50 m	<ul style="list-style-type: none">1 éolienneHauteur max. totale : 99,7 mDiamètre rotor max : 53 mGarde au sol min : 33,5 mhauteur du mat max : 60 mPuissance unitaire max : 0,8 MWPuissance totale max : 0,8 MWModèle : ENERCON E53	Autorisation

Article 2.2 : Montant des garanties financières fixé par l'arrêté ministériel du 26 août 2011 susvisé

L'exploitant constitue des garanties financières et les transmet à la préfecture. Le montant initial de référence s'élève à 50 000 €.

L'exploitant actualise tous les cinq ans le montant de la garantie financière, par application de la formule mentionnée à l'annexe II de l'arrêté du 26 août 2011 modifié susvisé.

Article 2.3 : Mesures spécifiques liées à la préservation des enjeux environnementaux locaux liés à la biodiversité - Protection des chiroptères /avifaune

2.3.1. Modalités de fonctionnement du système

Un dispositif de régulation spécifique (bridage sur seuil) est mis en place sur l'ensemble des éoliennes, lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- toutes les éoliennes ;
- du 1er mai au 31 octobre ;
- du coucher au lever du soleil ;
- en absence de pluviométrie ;
- selon les vitesses de vent et températures suivantes :

Mois	Vitesse de vent	Température
Mai	≤ 6 m/s	$\geq 11^{\circ}\text{C}$
Juin	≤ 5 m/s	$\geq 10^{\circ}\text{C}$
Juillet	≤ 5 m/s	$\geq 12^{\circ}\text{C}$
Août	≤ 6 m/s	$\geq 14^{\circ}\text{C}$
Septembre	≤ 6 m/s	$\geq 12^{\circ}\text{C}$
Octobre	$\leq 4,5$ m/s	$\geq 13^{\circ}\text{C}$

Le plan de bridage pourra être revu en fonction des résultats des suivis (mesures correctives).

2.3.2. Contrôle du système

L'exploitant rédigera et mettra en place une procédure de surveillance du bon fonctionnement du système de régulation. Cette procédure comprendra les contrôles à réaliser et la fréquence de réalisation de ces contrôles. Cette maintenance sera consignée dans le registre de maintenance visé à l'article 19 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

2.3.3. Système de sécurité

Le système de régulation du fonctionnement des éoliennes doit être asservi d'alertes sur les différents capteurs, instruments ou logiciel en cas de défaillance du système.

En cas de défaillance, l'exploitant doit être alerté automatiquement et les machines concernées seront arrêtées dans les plus brefs délais, sans excéder 1 heure, jusqu'au rétablissement du fonctionnement du système de régulation.

Toutes les alertes, dysfonctionnement et actions correctives mises en place devront faire l'objet d'une consignation dans un registre qui sera tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

2.3.4. Suivi environnemental

Une fois tous les dix ans, l'exploitant met en place un suivi environnemental. Le protocole de suivi mis en place par l'exploitant est, à minima, conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées :

- **Suivi de mortalité (avifaune et chiroptères) :**

Le suivi sera réalisé sur la période de mi-mars à fin octobre à raison d'un comptage hebdomadaire (environ 33 semaines).

- **Suivi de l'activité de chiroptères :**

Les suivis de mortalité et d'activité devront être couplés afin de pouvoir corrélérer l'activité en altitude au regard de la mortalité et des mesures de régulation en place.

Le rapport de suivi devra conclure sur l'efficacité des mesures mises en place et proposer au besoin une révision adaptée de ces mesures, il sera transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 1er mars de l'année suivante pour permettre l'adaptation des mesures.

Si des impacts significatifs étaient constatés lors de ces suivis, des actions supplémentaires devront être mises en place après information de l'inspection des installations classées.

Si les suivis révèlent que les impacts des éoliennes relèvent d'une situation justifiant l'octroi d'une dérogation à la protection stricte des espèces, l'exploitant devra constituer une telle demande.

2.3.5. Cas de découverte de mortalités avifaune ou chiroptères

Toute mortalité avifaune ou chiroptère doit être déclarée au titre de l'article R. 512-69 du code de l'environnement. L'exploitant en informe immédiatement l'inspection des installations classées en transmettant une fiche ou un rapport conclusif d'incident. Il propose des mesures d'urgence à mettre en place et des préconisations pour la suite de l'exploitation.

En cas de mortalité d'une espèce menacée (CR : en danger critique, EN : en danger ; VU : vulnérable sur une liste rouge nationale ou régionale) ou en cas de mortalité massive d'une espèce protégée, une notification supplémentaire doit être transmise au bureau d'analyse des risques et pollutions industriels (BARPI).

Article 2.4 : Autres mesures de suppression, réduction et compensation

2.4.1. Information et écoute des riverains

L'exploitant mettra en place un dispositif d'écoute et d'alerte efficace pour agir avec réactivité en cas de gêne (acoustique, lumineuse...) exprimée par les riverains. Dès le commencement des travaux, un interlocuteur de la société sera désigné pour recevoir les requêtes de la population concernant les différentes nuisances potentielles (sonores, mauvaise réception de la télévision,...).

Article 2.5 : Auto-surveillance

En complément des mesures d'auto-surveillance décrites dans l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité le programme d'auto-surveillance complémentaire défini au présent article.

2.5.1. Auto-surveillance des systèmes de régulation biodiversité

L'exploitant rédigera et mettra en place une procédure de surveillance du bon fonctionnement du système de régulation. Cette procédure comprendra les contrôles à réaliser et la fréquence de réalisation de ces contrôles. Cette maintenance sera consignée dans le registre de maintenance visé à l'article 19 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le système de régulation du fonctionnement des éoliennes doit être asservi d'alertes sur les différents capteurs, instruments ou logiciel en cas de défaillance du système.

Article 2.6 : Actions correctives

2.6.1. Biodiversité

L'exploitant suit les résultats de la procédure de surveillance mise en œuvre en application de l'article 2.5.1. En cas de défaillance du système de régulation ou en cas d'impact significatif, l'exploitant met en œuvre les mesures prévues à l'article 2.3.

Les résultats des mesures sont inscrits dans un registre et tenus à la disposition à l'inspection des installations classées.

Article 2.7 : Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection des installations classées

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier initial ;
- les plans tenus à jour ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté, dont la procédure de surveillance du bon fonctionnement du système de régulation, et dans l'arrêté du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent. Ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées durant toute la période d'exploitation. En cas d'inspection, ce dossier doit être présent sur le site.

Article 2.8 : Cessation d'activité

Sans préjudice des mesures des articles R. 515-105 à R. 515-108 du code de l'environnement, l'usage à prendre en compte est le suivant : **agricole**.

Article 2.9 : Balisage

Le balisage sera conforme à la réglementation en vigueur.

Article 2.10 : Démantèlement et remise en état

Les opérations de démantèlement et de remise en état sont conformes à l'article R. 515-106 du code de l'environnement.

L'exploitant reste responsable de la sécurité des installations à démanteler dès l'arrêt des machines et jusqu'à leur démantèlement effectif.

TITRE 3 – DISPOSITIONS FINALES

Article 3.1 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, la cour administrative d'appel de Nantes :

- 1°) par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté ;
- 2°) par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

- a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
- b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux (adressé au préfet d'Ille-et-Vilaine) ou hiérarchique (adressé au ministre compétent) dans le délai de deux mois. Ce recours administratif proroge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° susvisés dans les conditions fixées par l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration.

La cour administrative d'appel de Nantes peut être saisie en utilisant l'application Télérecours citoyens accessible par le site : <https://www.telerecours.fr>.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité.

Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (art. R. 181-51 du code de l'environnement).

Article 3.2 : Publicité

En vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Châteaubourg et peut y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté est affiché dans cette mairie pendant une durée minimum d'un mois ;
- un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et adressé à la préfecture d'Ille-et-Vilaine ;
- l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture d'Ille-et-Vilaine pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 3.3 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, le sous-préfet de Fougères-Vitré, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne et l'inspection des installations de l'environnement, spécialité installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de la commune de Châteaubourg et à la société OLGA.

Fait à Rennes, le **17 MARS 2026**

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général



Pierre LARREY